

« Mes parents ont enfin pu voir la mer » : ils ont connu le premier Front populaire

L'expression Front populaire refait surface près de 90 ans après son apparition. Nous avons rencontré des retraités qui n'ont pas oublié la première alliance de gauche à avoir porté ce nom autour de Léon Blum.

Par **Christine Mateus**

Le 1 juillet 2024 à 12h27

Abonnés Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article.



Résidence de l'Abbaye, à Saint-Maur (Val-de-Marne). Les résidents de l'Ehpad (de gauche à droite), Rémi, Gisèle, René et Monique se souviennent des grandes réformes sociales du Front populaire de 1936. LP/Christine Mateus

[Réagir](#)[Enregistrer](#)[Écouter l'article](#)

00:00/00:00

« Front populaire... Cela me surprend un peu d'entendre à nouveau cette expression. » Pour Gisèle, cette coalition de gauche évoque davantage [les législatives](#) de 1936 que celles de 2024 (où [le « Nouveau » Front populaire a recueilli 27,98 % des suffrages](#) ce dimanche). Dans son Ehpad à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), la Résidence de l'abbaye, elle doit plonger dans les tréfonds de la mémoire familiale pour faire remonter les souvenirs de l'époque.

Retrouvez sur [nos pages dédiées](#) les candidats de votre circonscription et, le 30 juin à partir de 20h, les résultats du premier tour des législatives à [Paris](#), [Lyon](#), [Marseille](#) et dans toute la France.

« Je suis née un an après la formation du Front populaire, contextualise-t-elle. Ma mère était employée de banque et mon père fondeur de fonte, un métier très pénible. Lorsqu'il a connu ses premières vacances, ça a changé sa vie », souffle l'ancienne enseignante de 87 printemps, en référence à l'une des mesures phares de ce totem de la IIIe République : [les congés payés généralisés](#).

« Au départ, c'était huit ou quinze jours de repos ? » interroge-t-elle, en se tournant vers René, autre pensionnaire de la maison de retraite. « Ils ont commencé par huit », assure celui dont la famille a accueilli « avec enthousiasme » [la formation de cette coalition de gauche emmenée par le socialiste Léon Blum](#). Huit jours ? Vraiment ? La loi du 11 juin 1936, votée à l'unanimité, accorde deux semaines par an à tous les salariés. « Mais au début, les patrons faisaient un peu ce qu'ils voulaient, lance-t-il, goguenard. Je peux vous dire que la semaine de 40 heures n'a pas tout de suite été appliquée. C'était souvent 45, lorsque ce n'était pas 48. »

« Un meilleur salaire et des congés payés »

Son père, peintre en bâtiment, lui a raconté les grandes grèves de 1936 pendant lesquelles deux à trois millions de salariés ont occupé leurs usines. « Il était à [la CGT](#) alors bien sûr qu'il y a participé », insiste René, 85 ans. « Cela a permis d'obtenir les acquis votés par le Front populaire. Les attentes de mes parents étaient simples : un meilleur salaire et des congés payés. Heureusement que le syndicat était fort à l'époque », ponctue l'octogénaire.



Le père de René, peintre en bâtiment, a participé aux grandes grèves de 1936. LP/Olivier Lejeune

Voit-il une similarité avec [le Front populaire](#) de 2024 ? « Non ce n'est pas la même chose. Aujourd'hui, il s'agit davantage d'une résistance au [Rassemblement national](#). Après les législatives, l'union va s'éparpiller », prophétise René. Hochements de têtes grises autour de lui en signe d'approbation.

« Ma mère me disait que lorsque les premiers congés payés sont tombés, beaucoup n'y croyaient pas. Ils étaient persuadés que le patron n'allait pas les payer à ne rien faire. Certains sont même revenus travailler jusqu'à ce qu'on

leur dise de rentrer chez eux », rigole franchement Rémi, le petit jeune de la bande, 81 ans. Ouvrière aux ateliers de la Samaritaine, à Paris, sa maman a gardé un souvenir doux amer de cette période. « Son frère travaillait dans la même entreprise et il s'est beaucoup impliqué lors de la grande grève. Un matin, il est arrivé et a débranché toutes les machines. Ma mère l'a plus subie qu'elle n'y a participé mais, comme beaucoup, elle a été foutue à la porte après ça », rapporte le fiston.



Rémy, 81 ans, a « pu profiter de l'école obligatoire jusqu'à 14 ans » au lieu de 13 avant 1936. LP/Olivier Lejeune

Le Front populaire permet à ses parents « de voir la mer pour la toute première fois ». Les congés payés, encore et toujours. « Ils sont allés en Normandie. Pas à Deauville comme les bourgeois mais dans les petites stations ouvrières comme [Dieppe](#) et Tréport. Mon père, polisseur sur métaux, était très communiste », confie Rémi qui, lui, a « pu profiter de l'école obligatoire jusqu'à 14 ans » au lieu de 13 avant 1936.

« La période n'était pas très rassurante »

Monique, 93 ans, n'a pas connu l'effervescence des cités urbaines de l'époque. « J'étais à la campagne en Franche-Comté, non loin de la frontière suisse. On

sentait bien que la période était trouble car nous avions la radio. Un voisin venait parfois l'écouter avec nous », évoque l'élégante nonagénaire. Son père, meunier, meurt quand elle a 6 ans. C'est sa mère qui fera tourner le moulin familial.

**Le Parisien**

Club Le Parisien

 Journal Mon compte

À quelques kilomètres, à Sochaux, la grève fait rage dans les usines Peugeot. Évoluant dans « un milieu très chrétien où il n'y avait pas de socialistes », elle concède que la « période n'était pas très rassurante ». « Mais on respectait le choix des autres », précise-t-elle. Des grandes mesures du Front populaire, elle retient surtout que sa famille « en a subi les conséquences ». C'est-à-dire ? Monique susurre : « Nous avons des employés polonais, il a bien fallu se ranger du côté de la loi et leur donner des congés payés. »

Dans la rubrique Législatives 2024

[Législatives 2024 : ces candidats n'ont recueilli aucune voix en Île-de-France](#)

[Haute-Garonne : la ministre Dominique Faure se maintient dans une triangulaire PS-RN-Ensemble](#)

[« Il a eu honte de l'étiquette LR-RN » : pour les législatives, Jacques Myard la joue solo dans les Yvelines](#)



[Voir tous les commentaires](#)